

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE:

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE ?

PRIX

DU JOURNAL,

DE L'ABONNEMENT

Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. J. H. REYNAUD propriétaire gérant.

2 PATACONS par moi.

MONTEVIDEO.

25 OCTOBRE 1849.

DE LA

COLONISATION

DANS LA PROVINCE BRÉSILIENNE

de

RIO GRANDE DU SUD

« Dieu dit : Croissez, multipliez, rem-
plissez la terre, — c'est-à-dire,
« cultivez-la bien ; car sans cela
« comment peupler ? — Et la parla-
« ge, — car sans cela comment cul-
« tiver ?..... »

(PAUL-LOUIS COURRIER, Simple
discours.)

(SUITE.)

Nous nous sommes un peu trop écartés, peut être, de notre sujet principal, qui est de prouver l'excellence du plan de colonisation tracée par l'administration brésilienne, et que nous voudrions voir adoptée dans toute l'étendue du bassin de la Plata; c'est à dire sur les deux rives de la Plata, — de l'Uruguay, — du Parana, — du Paraguay, — du Bermejo — et du Pilcomayo.

Que faut-il pour cela ?

La volonté de Rosas; pas autre chose; mais, nous le savons, c'est presque demander l'impossible. Cependant, que Rosas adopte pour devise : — PAIX ET COLONISATION ! — et immédiatement le Brésil, la Bande Orientale, le Paraguay, la Bolivie, Corrientes et l'Entre Rios s'élanceront à leur tour : Paix et colonisation !.....

Et alors tous ces Etats marcheront d'un commun accord dans les voies larges et généreuses de la civilisation.

Les plaies profondes et saignantes que la guerre civile et la guerre étrangère ont ouvertes sur le front ou dans le sein des populations, se fermeront promptement, se cicatriseront peu à peu et finiront par disparaître tout-à-fait.

Le travail moralise l'homme. Le vrai moyen d'extirper le germe des mauvaises passions, d'en empêcher ou d'en retarder le développement, est de donner une utile direction aux esprits; de faire tourner à l'avantage des sociétés — de l'humanité toute entière — cette activité fébrile qui tourmente l'homme intelligent, et le porte trop souvent à rouler dans une cercle de maux, au lieu de consacrer au bien les forces de son intelligence.

La nature nous fait déjà assez de mal, sans que les hommes nous en fassent encore, a dit Voltaire; n'empêchons donc point volontairement nos maux; travaillons tous dans la sphère de nos facultés et de notre influence, au bien être matériel et moral de nos frères.

Ne désirons point la mort du pécheur; mais sa conversion, dit l'Evangile.....

Si cette conversion est sincère, accordons notre concours loyal et empressé à ceux qui sont en position de réparer les désastres qu'ils ont occasionnés, soit par ambition, soit par orgueil, soit par obstination, soit par ignorance. Point de haine, point de rancune en présence des grands intérêts de l'humanité !..... — Rapprochons nous, serrons nos rangs, arborons la bannière de la civilisation et marchons tous ensemble dans les voies nobles et glorieuses qu'elle nous ouvre.

Nous sommes peut être moins éloignés de nous entendre que nous ne l'avons cru et ne le croyons encore. La méfiance qui éloigne nos ennemis, ne prend sa source que dans les préventions injustes que l'esprit de parti a fait naître dans leur âme à une époque de triste mémoire, où l'excès des passions politiques aveuglait complètement les hommes les plus sensés et les plus instruits. Aujourd'hui que les esprits sont plus calmes, mieux disposés à la conciliation, il y a lieu d'espérer que la raison et l'humanité reprendront leur empire, et que chacun comprendra mieux ses droits, — ses intérêts et ses obligations.

Après sept années d'une résistance juste et glorieuse à

des prétentions iniques, nos ennemis nous retrouvent fermes à notre poste — fermes dans nos convictions; — mais sans haine, sans fiel, sans esprit de vengeance — n'ayant toujours qu'un seul vœu, nous autres étrangers : — paix, travail et sécurité. — Pourquoi donc, si leurs dispositions sont les mêmes, comme l'assurent certains personnages, ne travaillerions nous pas enfin d'un commun accord à rétablir le calme sur cette terre désolée; sur cette terre imbibée de sang humain depuis vingt ans ?

Pourquoi ne rappellerions nous pas ces populations épouvantées par les horreurs de la guerre; et qui ont aujourd'hui errantes comme des âmes en peine sur les bords du Stix et de l'Achéron ?

Pourquoi ne ferions nous pas un appel à nos frères malheureux, de France, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre et d'Allemagne, pour venir peupler ces déserts ?

Si le fer homicide a décimé tant de têtes depuis 20 ans sur les bords de la Plata, faites du moins, O Despotas ! qui vous arrosez le droit de gouverner les nations comme un estanciero gouverne son bétail..... faites que ce sang innocent ne stérilise pas la terre américaine — qu'il ne crie pas éternellement vengeance et malédiction !.....

Que faut il à l'Amérique du Sud pour égaler, sinon surpasser sa sœur aînée de l'Amérique du Nord ?

Tarif la source des révolutions, des discordes civiles et des ambitions individuelles des chefs militaires, en constituant solidement le pays; en introduisant l'ordre, le contrôle et l'économie dans l'administration.

Donner aux esprits une autre direction que celle qu'ils ont eue jusqu'à présent.

Apprendre aux populations de ces contrées à manier le soc de la charrue, l'outil de l'artisan, la plume du commerçant, de l'économiste, du savant et du philosophe pratique, avec la même dextérité qu'ils manient actuellement le couteau, les bolas, le lasso ou la lance du gauchero et de l'indien pampa.

Détruire les faux préjugés que la jalousie de l'Espagne et du Portugal avait inoculés dans leurs veines pour les empêcher de fraterniser avec l'étranger.

Créer des lois sages, intelligibles, libérales et protectrices.

Appeler comme aux Etats Unis, comme au Chili, comme au Brésil, comme dans l'Amérique Centrale, des hommes laborieux, actifs, intelligents, qui moralisent, qui stimulent, par la puissance du bon exemple, par les liens de la famille et de la propriété foncière; le caractère apathique, méfiant, rusé, dissimulé, vindicatif, jaloux et insubordonné du gauchero.

Diviser les grandes estancias par l'un des moyens que se propose d'adopter l'administration de Rio Grande; fonder des colonies et de nouveaux centres de population à proximité des rivières navigables.

Utiliser les terres labourables, les bois, les forêts, les mines, les carrières et tous les produits naturels qui sont aujourd'hui sans emploi, sans valeur; perdus pour l'habitant, perdus pour le bien être de l'humanité toute entière.

Avec les bras laborieux viendront les capitaux étrangers; deux éléments de prospérité qui manquent à l'Amérique du Sud, pour tirer du néant ses richesses naturelles.

Avec les bras, les capitaux et les concessions de terres, les lois libérales et protectrices, — viendra l'esprit d'entreprise, l'esprit d'association entre les étrangers et les fils du pays; — et c'est alors que nous verrons les bateaux à vapeur sillonner par centaines les fleuves et les rivières navigables, depuis l'embouchure de la Plata et du Rio Grande jusqu'aux frontières du Paraguay et de la Bolivie.

L'esprit d'entreprise doublera, décuplera, centuplera, peut être, la valeur des terres qui se trouvent situées dans le centre ou à proximité des colonies. Et les grands propriétaires du pays, les estancieros, qui auront cru faire un immense sacrifice en cédant deux ou trois lieues de leurs vastes déserts pour fonder une ville ou un village, — pour améliorer le sort de quelques milliers d'hommes laborieux, — se trouveront, au contraire, avoir accru considérablement leur richesse, par la valeur subite de leurs autres terrains, par les facilités d'exploitation de leurs produits et la ra-

pidité des communications avec la capitale, ou l'un des grands centres de population du pays (1).

(Continuera.)

LE BLOCUS FRANCAIS

DES PORTS DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE OCCUPÉS PAR LE GENERAL ORIBE,

par

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

(Traduction.)

III.

DE L'HONNEUR DE LA FRANCE.

(Suite.)

Ces événements précédèrent et amenèrent le traité Mac-Kau, avec toutes ses fatales conséquences pour la France même et pour ses nombreux alliés de fait.

Rosas, au mépris de l'art. 4 de ce traité, et sans faire cas des garanties qu'il avait promises pour les sujets français et leurs propriétés, envahit la République Orientale en décembre 1842, et établit le siège de Montevideo le 16 février de l'année suivante.

Les ordres de M. Pichon, Consul Français, à ses nationaux pour s'armer et se défendre, les atrocités commises après la bataille de l'Arroyo Grande, et la circulaire barbare du 1er avril signée par Oribe, causèrent l'armement des français à Montevideo. Depuis lors, l'honneur de la France s'est trouvé de plus en plus engagé, et la question s'est compliquée de mille difficultés nouvelles.

L'intervention armée de 1845, les missions qui se sont succédées, les déclarations officielles, le subside actuel, et en dernier lieu la fameuse session du 30 avril — tout impose à la France des devoirs d'honneur qu'elle ne peut faire autrement de remplir et que son propre intérêt exige.

Si ces devoirs d'honneur sont incontestables à l'égard de la question en général, ils n'ont pas moins de force touchant le blocus déclaré des ports occupés par Oribe, quand il est avéré que ce blocus est d'une grande importance pour la place de Montevideo, que l'inexécution de cette mesure affame, ruine et détruit la ville d'une manière, hélas ! trop sensible, tandis qu'elle permet au général assiégeant de fortifier son pouvoir et d'augmenter ses ressources en pleine liberté, tout en anéantissant les fortunes de ses adversaires.

Que répondront un jour ceux qui, devant éviter tous ces malheurs et ayant le pouvoir de le faire, ont permis que leurs plus acharnés et plus vils ennemis se moquassent d'eux à ce point ? L'honneur de la France n'est-il donc plus, pour ses représentants à l'étranger, le seul idole qu'ils doivent adorer, et doit-on les voir bientôt sacrifier à de faux Dieux ? ou bien s'agit il de concilier d'autres intérêts, à l'aide de ces faibles mesures, en se reconnaissant faible et impuissant en présence du dictateur de Buenos Ayres et du général Oribe.

Tant de peuples, tant d'amis, tant d'intérêts, une si importante population française dans ces régions, un avenir si brillant, ne peuvent être abandonnés, quand c'est la France elle-même qui les a tous compromis. Non, on ne doit pas attendre un pareil dénouement, il n'y a pas de raison pour le craindre.

Un nom qui brille d'un vif et pur éclat dans l'Univers, qu'on trouve partout, ici comme en Europe, attaché à ce qu'il y a de beau et de grand sous le règne de la civilisation et du progrès, un nom pareil ne peut être livré à la honte par des influences menteuses ni par de misérables intrigues.

Diverses autres considérations nous font d'ailleurs penser ainsi. Après les résultats de la négociation Gore-Gros, les projets de traité *ad referendum* ont été envoyés en Europe; le gouvernement français a donné son entière ap-

(1) Qu'on n'oublie pas que des terrains de Montevideo qui en 1837 ne valaient pas plus de trois réaux la vare carrée, se sont vendus en 1840, grâce à l'émigration, depuis six jusqu'à neuf patacons ou piastras fortes la vare.

probation à tout ce qu'avait fait M. Gros, tant à l'égard du blocus que pour le subsidé. Nous ne savons pas quel a été le résultat des projets de traité *ad referendum* (1).

(1) Ce travail était écrit avant l'arrivée des nouvelles du 3 août de France.

(Continuera.)

REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS.

La presse française toute entière, s'est élevée avec une spontanéité bien significative, contre les projets de convention, envoyés en France pour être soumis à l'examen de l'Assemblée Législative. Quelle que soit la couleur politique de tous ces journaux, on ne saurait voir dans cette unanimité de réprobation autre chose que l'explosion de l'indignation publique, trop longtemps contenue. Ne pouvant reproduire et mettre sous les yeux de nos lecteurs tous ces articles qui diffèrent par la forme, mais dont le fond conclut toujours au rejet de la convention, énergiquement qualifiée par plusieurs, nous en prendrons l'essence en reproduisant les passages les plus saillants, dans une revue que notre cadre nous oblige à restreindre.

Le PHARE COMMERCIAL, dans une série d'excellents articles sur la question de la Plata, arrive aux derniers événements qui se sont passés à Buenos Ayres et après avoir fait connaître dans un résumé rapide et succinct le dictateur Rosas, il s'étonne que les deux premières nations maritimes du Globe, la France et l'Angleterre n'aient pas encore pris une décision énergique contre ce tyran, fléau incarné de l'humanité.

Le PHARE termine ainsi : « A aucune époque, pendant un siècle de plus de six ans, la plus légère plainte n'a pu s'élever contre la conduite de nos nationaux armés : ils ont bien mérité de la patrie ; ils ont été aussi inaccessibles aux faveurs qu'aux menaces. Tous sont restés unis et armés pour protéger leurs personnes, celles de leurs femmes et de leurs enfants. Beaucoup sont morts glorieusement sur le champ de bataille en défendant la République qui leur avait donné une généreuse hospitalité. Un tel souvenir, dans les fastes d'une nation, doit assurer à la République Française une admirable position, une influence incontestable dans toute l'Amérique du Sud. C'est cette position, cette influence, que met en péril le projet de convention *ad referendum*. »

Le PAYS journal des volontés de la France, consacre aussi plusieurs articles à l'examen de la question. A propos du séjour de M. l'amiral Leprédour à Buenos Ayres, le PAYS s'exprime ainsi :

« Rosas finit par faire dire par son ministre, à notre amiral, qu'il ne traiterait que sur les bases du traité Hood, sous les modifications par lui proposées.

« L'amiral Leprédour, confus de cet échec, attendait patiemment, à l'exemple de M. Southern, un retour de bienveillance du général Rosas, lorsque le 5 mars le packet d'Europe apporta au Rio de la Plata la nouvelle de la première sanction donnée par notre Assemblée Nationale au subsidé fourni à Montevideo, à la suite des délibérations de la commission spéciale formée par le général Cavaignac. A cette nouvelle, grand émoi au Château-Rosas ; on fait agir M. Southern par l'appât de son exequatur, si désiré ; celui-ci engage sans peine M. Leprédour à faire une nouvelle tentative, et le succès en est complet en ce sens que M. Leprédour est reçu en audience, à la condition cependant, de se dépouiller de ses insignes d'amiral, et là on parle de paix sur un ton tout pastoral.

« C'est, en effet, ce qui nous a valu l'idylle publié par le Times, et dont nous avons entretenu nos lecteurs. Le but de cette comédie était palpable : on retarda le packet anglais, afin qu'il pût porter en Europe l'annonce d'une paix octavienne, en réponse, à l'avis de la ratification du subsidé par notre Assemblée Nationale.

« Rosas avait atteint son but, savoir : faire croire en Europe, en France surtout, qu'une expédition était inutile pour avoir raison d'un homme qui ne demande qu'à traiter de la paix. Grâce à Dieu, mais surtout à l'infatigable longanimité de la France, c'est par le même jeu que Rosas écarte depuis près de six ans, l'épée de la France suspendue sur sa tête.

« Cependant M. Leprédour (admirons son courage) ne s'est point encore tenu pour battu, il a persisté dans sa mission diplomatique qui a enfanté les fameux projets de convention, que la France nous n'en saurions douter, mettra en pièces et serviront cette fois à bourrer nos canons.

« Le prétexte du traité de paix, signé par l'amiral Le-

prédour et le gouverneur Rosas, se borne à un projet de convention *ad referendum*, tout aussi insignifiant et moins horrible que le traité préparé sur les bases Hood, qui n'ava pu être agréé par le gouvernement déchu.

« Cependant pour dire vrai, il faut convenir que ce ne fut pas sans résistance, que notre amiral finit par accepter de perdre l'asse et faute de mieux, ce projet *ad referendum*, dont l'objet paté est été par le général Rosas de gagner du temps.

« Par peu que la convention Leprédour donne encore à la guerre la même durée que le traité précédent, la France aura dépensé dans ces deux périodes, seulement par la valeur du subsidé, beaucoup plus de millions de francs qu'il n'en aurait fallu employer, depuis six ans, pour étouffer à leur naissance les embarras que nous cause cette affaire, embarras dont chaque jour de retard augmente la gravité.

« Quoiqu'il en soit, la convention dont il s'agit est au pouvoir du gouvernement, et il est impossible qu'elle n'arène pas une solution, quelle qu'elle soit, préférable au *tutu quo* ruineux qui désole ces malheureux pays. »

L'ESTAFETTE journal des journaux, s'élève aussi en les analysant, contre les projets de convention qui demeurent soumis à la ratification du gouvernement de la République Française. Passant en revue la politique adoptée depuis dix ans par Rosas, L'ESTAFETTE dit, qu'en Angleterre comme en France le sentiment général, est que Rosas par cette nouvelle manœuvre, n'a voulu offrir qu'une nouvelle déception au gouvernement français.

« Le système des attermolements, voilà le fond de cette politique à double face, dans laquelle depuis des années notre diplomatie a joué un si triste rôle sur les rives de la Plata, et ce système a trop bien réussi jusqu'à présent à Rosas pour qu'il soit disposé à y renoncer, surtout tant qu'il rencontrera dans le gouvernement français des dispositions aussi incertaines, aussi débouillonnées que celles qu'il a toujours su si habilement exploiter.

Les antécédents de cette question démontrent clairement à l'avance, quelle sera son issue. Ce n'est pas par voie diplomatique qu'elle pourra être résolue. La religion des traités n'a jamais lié les hommes politiques comme Rosas. Son but est évident, il veut consommer la ruine de l'indépendance de la République de Montevideo ; pour cela, il lui importe de laisser le persévérant courage des défenseurs de cette République : il se hâte d'y parvenir en traînant en longueur les négociations et en faisant luire aux yeux du gouvernement français la perspective d'un arrangement chimérique, afin de faire différer l'adoption des mesures énergiques que réclame la situation, et qui seules peuvent sauver d'une ruine imminente les intérêts français engagés dans la question. Les choses aujourd'hui sont venues à un tel point qu'elles ne peuvent durer longtemps en cet état. C'est une crise suprême ; pour peu que les secours de la France se fassent encore attendre, il sera trop tard. Rosas le sait, et voilà tout le secret de ce nouveau projet de traité qui n'est qu'un nouveau leurre. Les événements permettront d'apprécier la justesse de ces prévisions.

De jour en jour, dit une correspondance, nos intérêts se trouvent de plus en plus compromis ; la funeste incertitude dont les cabinets ont fait preuve en France depuis février, comme avant, a déjà causé d'irréparables dommages. Avec une marche ferme et décidée, l'issue que l'on cherche serait bientôt trouvée. Ce sont les tâtonnements de notre gouvernement qui enhardissent Rosas, prolongent un siège criminel, créent des moyens à une guerre désastreuse, et rendent de plus en plus difficile une paix honorable.

— L'ORDRE, journal consacré à la défense des principes conservateurs de la société et des libertés publiques, rédigé par M. Chambolle, l'ancien rédacteur en chef du Siècle, résume ainsi les nouvelles de la Plata :

« La situation de la ville de Montevideo est toujours la même. La légion française continue à opposer la plus énergique résistance à l'armée de Rosas, commandée par Oribe ; et nous apprenons, par les derniers arrivages, que le lieutenant de Rosas n'a fait aucun progrès. Voilà les seules nouvelles que nous recevons du théâtre de la guerre. »

Voici maintenant les nouvelles de Buenos Ayres.

Malgré les missions infructueuses de MM. Deffaudis, Walewski et Gros, M. Bastide, alors ministre des affaires étrangères, avait chargé M. l'amiral Leprédour de négocier encore une fois avec le dictateur Rosas. L'amiral français lui a fait présenter les propositions suivantes le 10 janvier dernier :

1° Indépendance complète de l'Etat Oriental.

2° Formation d'un gouvernement provisoire dans cet Etat,

3° Retrait de l'armée argentine, et, à la suite de ce retrait, désarmement des étrangers qui défendent Montevideo,

4° Indemnité pour les justes réclamations des Français,

5° Souveraineté de la navigation du Parana pour le gouvernement argentin, celle de l'Uruguay restant sous l'empire des traités existants.

A ces conditions, Rosas en opposa d'autres dont nous citons les principales :

1° Reddition de Montevideo à discrétion,

2° Indemnité due par la France et non par le gouvernement de Buenos Ayres.

3° Le retrait de son armée du gouvernement Oriental laissé à son libre arbitre.

On était loin de s'entendre, comme on le voit.

Après 89 jours d'attente à Buenos Ayres, M. l'amiral Leprédour a enfin obtenu non pas une convention définitive, mais un simple projet de traité.

Ce traité *ad referendum* est, dit-on, arrivé depuis quelques jours seulement au ministère des affaires étrangères ; ce que nous en connaissons ne nous semble pas offrir une solution acceptable au différend qui dure depuis si longtemps entre la France et Rosas.

— La LIBERTÉ journal des peuples, donne le texte du projet de convention, y ajoutant cette simple appréciation :

« Ces conditions ont été déclarées, à Montevideo et en France tout à fait inacceptables, mais on avait compté sans l'Angleterre, et aujourd'hui cette puissance veut que la France traite avec le gouvernement de Buenos Ayres. A cette condition cette puissance consentirait même au départ des huit mille Français qui sont prêts à s'embarquer pour Montevideo. »

— L'UNION ECHO français, fait précéder le texte du projet de convention des lignes suivantes :

« S'il importe de donner à cette question de la Plata toute la publicité qu'elle mérite, c'est surtout dans un moment où 7,500 colons enrégimentés, tous anciens gardes républicains et mobiles, veulent aller joindre leurs braves frères de Montevideo et qu'ils sont encouragés par le Gouvernement français. »

— Le CONSTITUTIONNEL, qui reçoit les inspirations de M. Thiers éditte cet article :

« Les nouvelles renseignements qui nous parviennent de Buenos Ayres ne font que confirmer l'opinion que nous avons déjà plusieurs fois émise, que, pour la France, il n'y a aucun traité possible avec Rosas. Le Journal du Havre dit avec raison « que ce serait une répétition de la vieille comédie jouée depuis tant d'années, et toujours avec le même succès par Rosas, pour éterniser la situation actuelle, gagner du temps, mystifier nos agents diplomatiques, et dégoûter, de guerre lasse, la France de son intervention en faveur de Montevideo. »

Nous ne pouvons que partager cette opinion, en voyant les conditions suivantes, auxquelles le traité *ad referendum* a été rédigé.

1° Soumission complète de Montevideo.

2° Reconnaissance du général Oribe comme président de la République Orientale.

3° Désarmement des légions étrangères dans Montevideo.

4° Retrait des troupes argentines au moment et à la manière qu'il conviendrait au général Rosas et à son allié.

5° La question d'indemnité réservée, le gouvernement argentin déclare qu'il a plus de droits à une indemnité que n'en a le gouvernement français.

L'opinion générale, à Buenos Ayres, était que Rosas allait bientôt se livrer à de nouvelles vexations, et que notre amiral, pour ne pas en être témoin, se disposait à quitter cette ville sous peu de jours.

Il nous semble qu'en présence de tels faits l'hésitation n'est plus permise, lorsque huit mille Français demandent à grands cris, d'aller rejoindre nos frères de Montevideo.

— LA SEMAINE en ouvrant ses colonnes à la polémique que M. J. Lojong a engagée avec le Courrier du Havre, ajoute :

« Les lettres de cet infatigable défenseur des intérêts français dans la Plata, prouvent quelle a été la conduite de notre brave population française de Montevideo ; elles nous font aussi connaître le despote avec lequel nous avons affaire depuis onze années et qui cherche encore aujourd'hui à nous tromper en faisant croire qu'il serait disposé à traiter. »

« Il n'y a qu'un moyen de traiter avec Rosas c'est le canon ! »

« Cet ennemi de Dieu et des hommes, comme le Times l'a souvent appelé, a trouvé en Europe deux journaux pour

defendre son affreux système. Le *Courrier du Havre* et *La Presse* ! deux journaux français !

—Le *SIECLE* est un journal qui compte ses abonnés par 40 mille, ce qui fait supposer au moins 100 mille lecteurs. Voici comme il s'exprime au sujet des projets de convention.

« L'Angleterre fait des instances de plus en plus vives pour obtenir du gouvernement français qu'il accepte les bases Hood modifiées, telles que Rosas les a formulées en dernier lieu. Bien que le projet de traité envoyé en France n'ait rien de commun avec celui de l'Angleterre, cette puissance met une ténacité peu commune à ce que la ratification du gouvernement français coïncide avec la sienne.

L'Angleterre a espéré, en éloignant la solution définitive d'une question pendante depuis douze années, fatiguer l'admirable courage et la patience de nos colons de la bande orientale. Si l'on parvient à leur faire abandonner le pays, ce sera alors que l'Angleterre s'emparera de Montevideo, ce Gibraltar du continent américain. Toutes les dispositions de notre rivale sont bien et duement prises 1° par l'occupation d'une position militaire aux îles Malouines ; 2° par une cession récemment faite par un cacique indien de terrains considérables situés sur le détroit même de Magellan.

Si tous ces faits n'étaient pas suffisants pour ouvrir les yeux au gouvernement français, nous ajouterions, pour l'édifier, qu'il suffit de voir ce qui se passe à Buenos Ayres pour se convaincre que ce prétendu traité de Rosas n'est qu'un nouveau leurre, ainsi que nous l'avons déjà dit plusieurs fois »

« MM. Le Prédour et Southern, ont vu Rosas de près, ils doivent le connaître. Nous aimons à croire qu'il aura suffi pour désiller les yeux de l'amiral français, d'un séjour qui n'a pas été moindre de 90 jours ; mais quant à l'agent officieux britannique, nous sommes convaincus à l'avance qu'il aura suivi ses instructions. Nous sommes certains qu'il a l'ordre d'approuver tout ce qui sera fait par l'homme qui doit *per fas et nefas* s'opposer à l'établissement de l'influence française dans cette partie de l'Amérique du sud, si la France n'y met bon ordre. »

—Le *NATIONAL*, est, comme toujours le journal de MM. Bastide et Cavaignac, aussi en ce qui se rattache à la politique suivie par l'ex-chef du pouvoir exécutif, et l'ex-ministre des affaires étrangères doit-il être bien informé, écoutons le :

« S'il faut en croire des communications émanant de personnes ordinairement bien informées et parfaitement dignes de foi, l'amiral Leprédour aurait assez mal dirigé les dernières négociations qu'il est allé tenter à Buenos Ayres.

On a trouvé d'abord qu'il manquait à la dignité de son commandement en déguisant aux habitants de Montevideo le but de son voyage. Plus tard, reçu par Rosas comme simple particulier, et proposant de traiter sur les bases Hood, il essuya un refus qui aurait dû mettre fin à ce malencontreux essai de conciliation.

Il présenta cependant, un nouveau projet de traité *ad referendum*, auquel Rosas, qui craignait de voir la France agir avec plus d'énergie que par le passé, feignit de vouloir donner suite, car il envoya à M. Leprédour la convention Hood avec les modifications de 1846.

Ce n'était là qu'une manière de gagner du temps jusqu'au 10 mars, époque où partait le *packet* anglais. Après le départ de ce *packet*, Rosas changea tout-à-coup de langage et déclara qu'il ne voulait pas traiter.

Dupe, encore une fois, de sa trop grande confiance, M. Leprédour aurait dû reconnaître immédiatement, par la rupture des négociations, un procédé si indigne. Il eut la faiblesse de solliciter une audience de Rosas, par l'intermédiaire du ministre Arana. Et ce ministre, par une lettre du 16 mars, lui fit savoir que l'audience était refusée.

« Pouvions-nous prévoir de si déplorables résultats quand M. Bastide, ministre des affaires étrangères, écrivait à M. Leprédour : « Dites à Rosas, qu'en cas d'un refus de sa part, la République ne plaira pas comme la monarchie. » D'un autre côté, Rosas pouvait-il supposer à ces paroles un caractère sérieux en présence de la faiblesse de l'amiral Leprédour. En effet, le 12 juin 1848 la France émettait le vote relatif aux 2,400,000 fr. de subsides, déclarait en état de blocus tous les ports occupés par les troupes de Rosas, et le contre-amiral Leprédour, au lieu de veiller, sous la haute influence du pavillon français, à l'exécution de ces mesures, se laissait indignement jouer à Buenos Ayres ; il permettait aux ennemis de Montevideo, qui sont les nôtres, de recevoir tous les approvisionnements, principalement par le port de Bucoo, voisin du camp d'Orbe. »

(Continuera)

La cause de Montevideo, compte un défenseur de plus en France. Nous apprenons par des journaux anglais que le brick canonnière *Alsacienne* est arrivé à Brest le 9 août.

Si l'on a besoin d'être édifié de nouveau, sur le compte de Rosas et de son allié D. Manuel Oribe, on pourra s'adresser au brave commandant Fournier dont la belle conduite à *Paysandú* a été récompensée avant de quitter les eaux de la Plata où il a laissé les plus honorables souvenirs.

Nous n'avons pas oublié avec quel enthousiasme le commandant et l'équipage de l'*Alsacienne*, accueillirent l'avènement de la République. C'est que ces braves espéraient, avec raison sans doute, que le système de la paix à tout prix avait fait son temps, et que le nouveau gouvernement leur procurerait l'occasion, selon l'expression de l'amiral : *d'arracher quelques feuilles de laurier à l'arbre qui en a tant produit pour nos pères.*

Le commandant Fournier, pourra dire à M. l'amiral Leblanc, préfet maritime à Brest, que les ennemis de la France sont toujours les mêmes qu'il a connus. Ce brave officier ne manquera de faire connaître à son supérieur le respect qu'ont pour le pavillon français, nos alliés du *Cerrito* et de Buenos Ayres, qui ont surnommé M. Fournier l'*incendiaire de la Plata*, avec autant de raison qu'ils en avaient d'appeler MM. Lainé et Deffaudis, des *brouillors*.

Le navire l'*Achille*, parti le 17 août de Marseille, a mouillé hier sur notre rade ; mais l'heure avancée à laquelle nous ont été remis nos lettres et nos journaux ne nous a pas permis d'en faire le dépouillement.

Cependant il est une nouvelle trop importante pour ne pas intéresser tous les amis de la cause de Montevideo, c'est l'arrivée à Marseille de la *polacre* sardo *Chinesca* qui portait peut-être avec nos destinées, le ministre plénipotentiaire de la République Orientale. Le général Pacheco y Obes est arrivé le 9 à Marseille, il est parti le même jour pour Paris où il a dû arriver le 11.

Nous espérons que le ministre plénipotentiaire arriverait assez tôt, pour obliger l'assemblée nationale à reculer de quelques jours l'époque de sa séparation ; mais les journaux que nous possédons n'indiquent rien qui puisse justifier cette espérance.

Cependant quelques lettres particulières affirment qu'une décision ministérielle avait changé les dispositions du décret de prorogation, et que l'assemblée ne devait être dissoute que le 30 août. En attendant des informations plus précises nous nous abstenons.

La nouvelle de la nomination du contre amiral Auguste Levailant au commandement de la station de la Plata, se trouve démentie par décret du président de la République à la date du 4 août, qui appelle cet officier supérieur, au commandement (en sous ordre) de l'escadre d'évolutions.

Le général Oudinot, a été rappelé à Paris par le président. Il a laissé le commandement des forces françaises à Rome, au général Rostolan.

La France était tranquille, et tout porte à croire qu'elle l'est pour longtemps. Nous donnerons dans notre prochain numéro les nouvelles les plus importantes, extraites de nos journaux et de notre correspondance.

UN AVENTURIER DE MONTEVIDEO aux NOBLES LORDS

PALMERSTON, HOWDEN, HERBERT ET AUTRES GRANDS
SEIGNEURS AMIS DU DICTATEUR DE BUENOS AYRES.

A tout seigneur tout honneur !

A vous encore, milords, ce cri plein de colère ;
A vous, grands inhumains, à vous seigneurs maudits
De la vieille Angleterre !
Dans votre île, où le flot de trois mers rebondit
Et tient dans son orgueil votre tête abritée
Mon vers vautour sanglant
A qui le destin livre un nouveau Prométhée
Toujours avec fureur fouille et mord votre flanc.

Ecoutez, ô milords, ce jugement trop juste :
Vous n'avez dans le cœur rien de grand ni d'auguste ;
Vous n'aviez point pitié des glorieux haillons,
Qui couvrent les débris de nos preux bataillons !
Vous faites éclater vos clameurs insolentes
Vous lancez l'anathème, de vos mains vacillantes
Contre les défenseurs de l'héroïque cité,
Qui souffre pour l'honneur et pour l'humanité.

A ces sublimes cœurs saturés d'injustices,
Milords fils indignes d'une grande nation
Vous prêtez vos défauts, votre honte et vos vices,
Pâles représentants d'Albion.
Les mers que votre bras monstrueux enveloppe,
Les peuples soumis à votre sceptre avilissant,
Les esclaves d'Asie et les hommes d'Europe
Tous ont pour vous des mois de vengeance et de sang.

Milords, entendez-vous ce mutilité qui passe ;
La veuve dont la voix sanglote dans l'espace ?
Amassez dans vos cœurs des trésors de mépris,
Au courage, au malheur, offrez en donc le prix.
Mais laissez nous notre honorable misère
Qui vous offre ses bras pour féconder la terre
Laissez nous demander à son sein généreux
Les trésors de ses fruits pour ses fils malheureux.

Et nul ne vous plaindra, milords, je vous le dis
Lorsque vous vous tordrez pareils à des maudits.

Du talion vous porterez la peine !
Vous avez toujours eu, cupidés et sans foi,
L'égoïsme pour but, la trahison pour loi,
Milords c'est la justice humaine !

Oh ! que n'assistiez vous à ces rôves affreux
Qui font bondir le cœur du père malheureux
En contemplant son fils de qui la bouche avide,
Tourmente vainement une mamelle vide !
Dont les dents amaigris et crispés par la faim
A sa mère qui pleure ont déchiré le sein.
Vous comprendriez alors qu'on voue votre vie,
A l'exécution publique et à l'infamie !

Et nous les héritiers du vieil honneur français,
Oh ! nous avons bonne mémoire !
Nous songons chaque jour au terrible procès
Que nous a légué notre histoire.

Tous vos lâches exploits, nous nous les rappelons !
Quand vous comparaitrez, tremblants, sans espérance,
Devant le grand jury des traîtres, des félons,
L'accusateur public, milords, sera la France.

Et vous mes compagnons, pauvre chair à mitraille,
Changeons pour aujourd'hui notre champ de bataille.
Pour combattre ces lords nos ennemis pervers.
Pardonnez à mon fiel ces implacables vers.
Le poète à la fois remords et voix sublime,
Maudit le criminel et bénit la victime.
C'est qu'à des lois du ciel cette voix et l'écho,
Ange aux genoux de Job, spectre au lit de Banco !

Insulter au malheur, à la noble indigence,
Oh ! n'est-ce pas milords enseigner la vengeance ?
Vous traitez sans pitié ces humbles roturiers
De gens sans aveu et de vils aventuriers.
Eh bien leur grand cœur vous hait moins qu'il vous méprise
Mais votre honneur à vous, est une marchandise,
Un colis, un ballot qu'on achète et qu'on vend ;
Une chose pour de l'or qu'on peut troquer souvent.

Et vous qui vous croyez d'une force d'athlète,
Le glaive de Damoclès pend sur votre tête
Luisant comme un poignard,
Rosas, sur le tombeau d'un peuple noble et brave
Je vous le dis : « le sang avec du sang se lave, »
Vous l'apprendrez plus tard !

Oh ! ce sombre avenir à vos crimes promis,
N'est pas le simple vœu d'un de vos ennemis ;
Votre force a le sang pour base,
Et toujours dans le sang un tel pouvoir s'éteint
Les hommes comme vous, on les flatte on les craint ;
Mais quand on peut on les écrase.

L. F. . .

LLEVAN BALIJA.

Rio Janeiro à Inglaterra, el viernes 26 la
fragata de S. M. B. RALEIGH. La baliija se
cerrará en el correo á las 2 en punto, de la
tarde del mismo día.

AVIS.

M. Auguste Chadafau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n. 82; il prévient aussi les amateurs de bon goût qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme

sirop de limon ou de citron,
idem de vinaigre,
idem de vinaigre framboisé,
idem de groseille,
idem de framboises,
idem d'orgeat,
idem orangeade,

le tout au prix d'une pataque la bouteille et \$ 4 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gélées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, à mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donnerons la préférence pour leur consommation domestique.

AVIS.

M. Derozeaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procédé nouveau de MM. Desirabode et Fallet;

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empailler et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odonalgique et le Baume de Comping, contre les hémorroïdes, crachement de sang, chlorose, affections cancéreuses, crevasses auein et fleurs blanches, etc. etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 122.

AVIS OFFICIEL.

DEPARTEMENT DE POLICE.

Guillaume Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE

Don Ignacio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 24 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à décou-

vrir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville "limees ou rognees sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintains, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prevenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur "première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

REFUTACION.

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

"PRESSE" Y DU "COURRIER DU HAVRE"

Hechas á la benemérita poblacion francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4° de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Libreria Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresion.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n°. 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul,

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, n° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA
CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE.

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar à un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes reliés ou broché sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux,—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.